

## **Front national et insécurité : diaboliser ou critiquer ?**

**Xavier RAUFER**

**Avril 2002**

En janvier 1991, j'ai publié dans la revue « Le Débat » la première, sinon la seule, critique criminologique du programme du Front national (FN). Intitulée « Front national : sur les motifs d'une ascension » cette étude – aussi éloignée de la diabolisation que de la complaisance – débutait ainsi : « Les succès électoraux du FN entre 1980 et 1990 ont une origine à peu près unique : un diagnostic juste – n'ayons pas peur des mots – posé par le mouvement de Jean-Marie Le Pen sur la réalité de la montée de l'insécurité, de la violence et du terrorisme – et des angoisses consécutives de millions de français – dans les premières années de cette décennie. Diagnostic cependant affaibli par une explication aussi sommaire qu'unique, la responsabilité des immigrés et complété – si l'on peut dire – par une absence à peu près totale de solutions praticables... ».

Onze ans ont passé. De façon sidérante, absolument rien n'a changé. La criminalité augmente toujours, le poids électoral du Front national, de ce fait, aussi. Et le choc de la montée du FN reçu, les réactions politico-médiatiques se bornent encore et toujours à des mobilisations factices, des monômes et des crises de nerf.

Il y a cependant à dire, froidement et calmement, sur le programme sécuritaire du Front national. Limitons-nous à ceci, dans l'espace imparti : en matière de mafias, de terrorisme, de grands trafics d'êtres humains, d'armes ou de stupéfiants, tous les pays de l'Union européenne, tous, ont les mêmes problèmes, les mêmes adversaires. Et ne pourront les affronter qu'unis, grâce à une coordination policière forte et un Parquet européen. Je vois chaque année des dizaines de magistrats et de policiers d'Europe: pas plus pro-européens qu'eux – même *Scotland Yard*, désormais. Tous se désolent et s'indignent qu'en Europe, les frontières n'existent plus pour personne – sauf pour eux. Le repli, alors ? Toujours et partout, la géographie l'impose à la politique et à l'Histoire. Le voudrait elle, la France ne saurait fermer ses frontières. De la Suisse à la mer du Nord, plus de neuf cents passages terrestres non gardés (et non-gardables) existent et nul ne peut rien y changer. Voilà pour l'absence de solutions praticables – et on pourrait multiplier les exemples, notamment dans le domaine des liens complexes entre migrations et criminalité.

Reste la justesse du diagnostic du FN et l'incapacité flagrante de la classe politique, à ce jour, à prendre au sérieux la crise criminelle au long cours subie par notre pays, puis de la traiter une bonne fois pour toutes par la prévention certes, mais aussi par l'indispensable répression. Cette incapacité provoque l'incessante montée électorale du FN depuis désormais vingt ans. Combien de temps encore l'aveuglement officiel durera-t-il ?

En conclusion de mon étude du « Débat », je formulais voici onze ans le diagnostic suivant : « Pour l'instant, le rôle de héraut de ce nouveau Tiers-Etat est laissé sans partage au FN qui fonde ses succès sur la dénonciation tous azimuts de cette nouvelle inégalité en matière de sécurité. Tant que majorité et opposition laisseront au FN le

monopole de ce rôle-là, il conservera *grosso-modo* ses niveaux actuels. Que la sécurité se dégrade, il les améliorera encore. ».

Ce diagnostic, je le réitère formellement aujourd'hui. Si le prochain gouvernement ne vient pas à bout, et vite, et bien, de la violence sociale qui ravage chaque année des zones toujours plus étendues de la France, nous aurons d'ici cinq ans un Front national à 18% dans les sondages – et 25 % dans les urnes.